

Le CNRS ne doit pas rester un organisme pompier-pyromane.

Le CNRS fête ses 80 ans alors même que le dérèglement climatique et la disparition du vivant s'accroissent sous notre regard impuissant. Cette réalité, c'est-à-dire les faits auxquels, à juste titre, les scientifiques tiennent tant, remet en cause la vision idéalisée d'une recherche contribuant à créer un monde meilleur pour l'humanité. Il faut bien se rendre à l'évidence : la recherche scientifique n'a pas permis de résoudre les crises environnementales et humaines que nous vivons actuellement. Ne doit-on pas chercher les raisons de cet échec de nos sociétés et réfléchir à la recherche dont l'Anthropocène a besoin ? Un anniversaire est l'occasion de se retourner sur son passé et de réfléchir à son avenir. La récente polémique à propos du soutien à une « loi inégalitaire et darwinienne » par Antoine Petit¹, PDG du CNRS, dans sa tribune des Echos du 26 novembre, a surtout porté sur l'importance relative de la compétition et de la coopération dans les activités de recherche. Ses déclarations soulèvent un autre problème, sans doute encore plus crucial : les scientifiques sont encouragés à agir en pompiers-pyromanes.

Le comprendre nécessite de se pencher sur la finalité maintes fois réaffirmée de l'activité scientifique. Ainsi, dès 1982, les deux premières missions du CNRS ont été d'« identifier, effectuer ou faire effectuer, seul ou avec ses partenaires, toutes recherches présentant un intérêt pour l'avancement de la science ainsi que pour le progrès économique, social et culturel du pays » et de « contribuer à l'application et à la valorisation des résultats de ces recherches ». Antoine Petit les reprend, et pousse le curseur un peu plus loin, en disant qu'« investir aujourd'hui dans la recherche, [...] c'est aider la France et l'Europe à gagner les guerres et combats actuels », et énumère, parmi ces guerres, « la lutte contre le changement climatique, [...] la création d'emplois et de valeurs, [...] une numérisation du monde au bénéfice du plus grand nombre », un discours parfaitement conforme au cadre de la croissance économique posé par les responsables politiques.

Or, il y a une claire contradiction entre la recherche de croissance économique et la lutte contre les dégradations du climat et du vivant. Cela n'est pas seulement affirmé par des scientifiques^{2,3}, mais c'est également une conclusion qui est désormais partagée par une partie des citoyens⁴. Rappelons que, pour éviter un réchauffement catastrophique, nos émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de plus de 7 % par an à l'échelle mondiale⁵. Pour répartir avec un minimum d'équité notre « budget carbone » entre les pays, la baisse doit donc être encore plus importante dans les pays riches, de l'ordre de 10 à 13 % par an⁶. Les partisans de la croissance verte font l'hypothèse du découplage entre PIB et émissions de gaz à effet de serre, selon lequel les progrès technologiques feront baisser l'empreinte écologique malgré la croissance économique. Or, un niveau de découplage suffisant pour cela semble bien improbable^{3,7}. De plus, la recherche de croissance économique via l'allumage de nouveaux foyers – nouveaux marchés, nouveaux usages – par des technologies innovantes rend l'extinction de l'incendie plus difficile. Les missions que l'État donne au CNRS en font donc un organisme pompier-pyromane. L'objectif de la « numérisation du monde » en fournit une parfaite illustration.

En 1979, lors de la première conférence mondiale sur le climat à Genève, l'impact du numérique était négligeable. 40 ans plus tard, il représente environ 4 % des émissions mondiales de CO₂, avec une croissance annuelle de 9 %, qui double ses émissions tous les 8 ans. Les déchets numériques sont recyclés ou juste entreposés dans des pays comme le Ghana dans des conditions sanitaires épouvantables. Les enjeux géopolitiques, sanitaires et environnementaux qui entourent l'extraction des matières premières indispensables au déploiement numérique sont très loin d'être pris en compte. L'internet des objets, dernier symbole de la déraisonnable futilité de notre monde « développé », avec son taux de croissance de 60 %, ne va qu'aggraver le phénomène⁸. Et contrairement à ce que prétend l'optimisme benoît qui l'entoure, le numérique est un domaine dont l'intensité énergétique (énergie dépensée par euro dépensé) augmente continuellement, soit exactement l'inverse du découplage. En fait, aucun signe de dématérialisation ou de diminution des impacts environnementaux n'est détecté dans tous les domaines qui ont été numérisés. Comment, comme le PDG du CNRS, prétendre vouloir à la fois lutter « contre le changement climatique » et être pour « une numérisation du monde » ?

Poursuivre la « research as usual », avec ou sans compétition exacerbée, n'a pas permis, et n'a aucune raison de permettre, d'arrêter la dégradation de l'environnement malgré l'excellence des recherches entreprises. « *L'abandon des illusions suppose la publication des faits, et les faits peuvent être désagréables* » (Georges Orwell). Reconnaître ses erreurs est l'un des plus grands mérites de la Science. N'hésitons donc pas à admettre que les fantastiques progrès dans la connaissance scientifique n'ont pas permis de progrès environnemental, bien au contraire. Cerner plus avant les raisons de cet échec pour guider les nécessaires changements est un formidable défi qui devrait motiver toutes les intelligences du CNRS. Ré-encadrer la recherche scientifique dans la société des humains et des autres organismes vivants n'est-il pas ce que les scientifiques ont de plus urgent à faire aujourd'hui ? Répondre à ces difficiles questions nécessitera certainement beaucoup plus de coopération entre les chercheurs que de compétition. Il est temps de se battre pour qu'à la fois les missions du CNRS changent (en remplaçant le « progrès économique » par le « progrès environnemental et social ») et que les moyens pour les réaliser soient plus humains (moins de compétition et de bureaucratie).

Faisons mentir Victor Serge quand il affirmait que « *les intellectuels sont, à des titres multiples, prisonniers du vieux monde. L'évasion - nous en connaissons de beaux exemples - leur est possible, mais infiniment difficile* »⁹. Que le CNRS soit leader dans l'évasion de l'ancien monde si destructeur.

Ce texte est issu du travail de réflexion de l'Atelier d'Ecologie Politique (Toulouse) qui réunit des scientifiques de toutes disciplines réfléchissant ensemble aux catastrophes écologiques en cours et à venir. Il a été co-écrit par Frédéric Boone, Guillaume Carbou, Julian Carrey, Mickaël Coriat, Steve Hagimont, Hervé Philippe, Béatrice Roure, Florian Simatos, et Laure Teulières, avec le soutien de Julien Delord, Adeline Grand-Clément, Fabienne Denoual, André Estevez-Torres, Etienne-Pascal Journet, Jean-Michel Hupé, Raoul Huys, Régis Missire, Pablo de Oliveira Castro, Mickaël Pardé, Soizic Rochange et Sébastien Rozeaux.

<https://atecopol.hypotheses.org/>

¹ [« La recherche, une arme pour les combats du futur », Antoine Petit, Les Echos, 26 Novembre 2019](#)

² [« L'objectif de croissance économique serait incompatible avec une sortie de la crise écologique », Le Monde, 29 Novembre 2019](#)

³ ["Is Green Growth Possible?", J. Hickel et G.Kallis, 2019](#)

⁴ Lors de la Convention Citoyenne pour le Climat, lorsque 150 citoyens représentatifs de la population française ont commencé à plancher sur le problème de la réduction des gaz à effet de serre, ils sont arrivés dès la première session de travail à identifier que « *l'obsession pour la croissance, les indicateurs de PIB et la logique de bénéfice est un frein à la transition, (...) [et] que la logique d'intérêt financier prime sur l'intérêt commun* ».

⁵ [« Climat : après une décennie perdue, les Etats doivent réduire drastiquement leurs émissions », Le Monde, 26 Novembre 2019.](#)

⁶ [« Can meaningful hope spring from revealing the depth of our climate failure? », Kevin Anderson, Tyndall Center 2019.](#)

⁷ [« Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability », T. Parrique, J. Barth, F. Briens, C. Kerschner, A. Kraus-Polk, A. Kuokkanen et H. Spangenberg, 2019.](#)

⁸ [« Pour une sobriété numérique », The Shift Project, 2019](#)

⁹ « *La Ville en danger : l'an II de la Révolution* », Librairie du Travail, 1924; cité dans « *La haine des clercs* » de Sarah Al-Matary.